d'inflation, vu que la valeur de ces certificats ne pourrait être touchée qu'après la guerre et que le cultivateur se verrait garantir un prix de parité et serait sur le même pied que les travailleurs industriels.

L'hon. M. ILSLEY: Monsieur le président, j'espérais que le débat se terminerait. . .

M. QUELCH: Il dure depuis cinq ou six semaines. . .

L'hon. M. MITCHELL: Depuis sept semaines.

M. QUELCH: . . . et jusqu'ici je n'ai pas parlé plus d'une demi-heure. Il me semble donc que je n'ai pas besoin de prier le comité de se montrer indulgent à mon égard si je me permets de poser une question dans le moment.

L'hon. M. ILSLEY: L'honorable député veut savoir quel inconvénient il y aurait à émettre des certificats d'épargne de guerre à un grand nombre de gens au pays. L'inconvénient résulterait de l'accroissement considérable de la dette nationale, accroissement que nous nous efforçons de prévenir autant que possible. Voilà pourquoi nous établissons des impôts aussi élevés que possible au lieu d'emprunter tout l'argent dont nous avons besoin; nous ne voulons pas augmenter la dette nationale plus qu'il est absolument nécessaire.

Au sujet de la parité des prix agricoles, voilà bien des fois que nous avons débattu cette question. Pour ma part, j'ai prononcé plusieurs discours ici même et en dehors de la Chambre; de plus, je me suis trouvé à la Chambre pendant que mon collègue, le ministre de l'Agriculture portait la parole; je puis dire que le débat relatif aux cours agricoles s'est continué non seulement pendant des heures, mais pendant des jours. Je propose donc respectueusement qu'étant donné les longues heures consacrées à cette mesure, qu'après avoir discuté le projet pendant des semaines et examiné toutes ces questions elles-mêmes, nous terminions ce débat ce soir, sans tout recommencer à neuf.

M. CLAXTON: Avant que nous finissions de questionner le ministre du Travail, il me reste un point à lui signaler; je pense qu'il peut y répondre en très peu de temps. C'est une question qui cause beaucoup d'inquiétude et qui est assez urgente. Je veux parler des enfants des femmes mariées employées dans les industries de guerre, question qui relève, si je ne me trompe, du ministre du Travail.

La Chambre et le pays peuvent ne pas saisir toute l'ampleur de ce problème, bien que la presse commence à lui accorder quelque at-

tention. Une seule usine de Montréal emploie, dit-on, 1,717 femmes mariées et mères de famille. Une autre compterait 25 p. 100 de femmes mariées parmi ses employés, au nombre de 2,100, cependant qu'une troisième, sur un total de 1,300 employés, compterait 27 p. 100 de femmes mariées. A Montréal, seulement trois institutions ont le personnel et la compétence voulus pour s'occuper des enfants dont les mères travaillent en dehors du foyer. Une enquête conduite dans cinq écoles de Toronto a révélé que les mères de 25 p. 100 des écoliers travaillaient hors du foyer, particulièrement dans des industries de guerre. Une revue a déclaré que 20 p. 100 des enfants qui fréquentent les écoles voient leurs mères partir pour le travail chaque matin. A Toronto, seulement sept institutions sont en mesure de s'occuper de ces enfants. Les moyens dont elles disposent sont très insuffisants; ainsi, un seul organisme aurait été obligé d'éconduire 1,500 mères qui désiraient lui confier la garde de leurs enfants. Le même problème existe, n'en doutons pas, dans d'autres villes, par tout le pays; il existe sans doute à Hamilton, à Oshawa, à Peterborough et ailleurs.

Il est facile de voir où nous mène un tel état de choses. Il engendre, en premier lieu, la mauvaise alimentation, et déjà nous parvenons des rapports alarmants au sujet de l'augmentation de la mortalité infantile en Ontario. Il favorise l'école buissonnière. Il augmente considérablement le nombre des jeunes délinquants, augmentation qui va de 50 à 100 p. 100, estime-t-on, chez les enfants de huit à douze ans. Si nous avons besoin des femmes dans les industries de guerre,—et je crois que nous en avons besoin,—nous devons veiller sur elles et sur leurs enfants. La responsabilité à cet égard incombe au gouvernement fédéral, de qui relève la conduite de la guerre et la fabrication des munitions nécessaires à cette fin. D'autre part, nous sommes en face d'un problème compliqué, en vertu de nos relations avec les provinces. Voici ce que disait le premier ministre dans un discours qu'il prononçait, dans cette enceinte, le 24 mars et qu'on peut lire dans le compte rendu:

Au nombre des mesures destinées à attirer les femmes vers l'industrie signalons:

(6) L'établissement de pouponnières ou d'autres services, en vue du soin des enfants.

Le ministre aurait examiné l'affaire depuis lors, mais on s'inquiète beaucoup à ce sujet, et j'estime qu'une déclaration serait actuellement fort opportune qui ferait savoir que le problème est à l'étude et qu'il aura sa solution dans un avenir rapproché. Trois mesures, à mon sens, s'imposent en ce domaine. Il